



Pouria Amirshahi

Premier secrétaire fédéral de la fédération de la Charente

Secrétaire national du parti socialiste

A :

Nicole Bonnefoy, sénatrice de la Charente  
Michel Boutant, sénateur de la Charente, président du conseil général  
Martine Pinville, députée de la 4<sup>ème</sup> circonscription de la Charente  
Marie-Line Reynaud, députée de la 2<sup>ème</sup> circonscription de la Charente  
Ségolène Royal, présidente de la région Poitou-Charentes

Angoulême, le 2 octobre 2010

Cher(e)s camarades,

Je m'adresse à vous au sujet la situation des salariés charentais de *Schneider Electric*, confrontés depuis plusieurs mois à une stratégie d'entreprise qui fait peser de fortes inquiétudes sur leur avenir en même temps qu'elle interroge directement la situation de l'emploi et de notre tissu industriel.

Certains parmi nous sont déjà intervenus ces dernières semaines en ce sens : Michel Gourinchas, Maire de Cognac, Jean-François Macaire, premier vice-président de la Région Poitou-Charentes, Robert Richard, conseiller général, Martine Pinville et Marie-Line Reynaud, députées du département.

Alerté par certains de leurs représentants syndicaux, et sensible à leur exposé, **je vous demande de me faire part de votre approche de cette question à la fois sociale, économique et environnementale**. Je souhaite en effet que nous envisagions ensemble les initiatives coordonnées que les socialistes pourront prendre afin de relayer la préoccupation légitime des salariés.

Au-delà du projet de délocalisation intra départementale du site de Merpins vers celui de l'Isle d'Espagnac, incompatible avec la situation de salariés résidant à l'Ouest du Département voire de la Région, il semble que le plan présenté par *Schneider Electric* met cruellement en lumière les conséquences sociales des externalisations hors de France auxquelles procèdent des



entreprises à la recherche du moindre coût salarial et au mépris de notre nécessaire conscience écologique et parfois même du bon sens économique.

Le groupe *Schneider Electric* avait déjà procédé à ce mouvement de délocalisation de ses activités de traitement de surface et de peinture - génératrice de rejets toxiques et polluants - au Brésil, les salaires y étant moins élevés qu'en France et les normes environnementales moins strictes que la législation européenne. Le Brésil, pays émergent, suit désormais un mouvement ascendant de progression salariale, de droit du travail et de législation environnementale, ce qui semble conduire le groupe industriel à une nouvelle délocalisation, cette fois du Brésil vers l'Indonésie. Le mouvement de domino suit ainsi la logique de cupidité, d'un pays pauvre à l'autre - plus pauvre encore - sans autre boussole que la satisfaction immédiate des intérêts des actionnaires. A l'avarice s'ajoute l'incongruité économique et le non-sens écologique : en effet, l'écrasante majorité de la clientèle du groupe est européenne. Dès lors, pourquoi produire ailleurs ce qui doit, in fine, être acheté chez nous ? Pourquoi accentuer les graves déséquilibres écologiques par un circuit de réimportation de produits qui, par ses seuls moyens de transports, aggrave la pollution de notre atmosphère ? Pourquoi délocaliser des coûts de retraitement qui représentent plus de la moitié du prix des produits fabriqués ? Pourquoi, enfin, transférer des productions usant de produits chimiques dangereux dans des pays à législation moins avancées, si ce n'est pour réaliser de substantiels profits sur le dos de la dignité de salariés, de leur santé, et de l'environnement ?

Il apparaît pourtant que la préoccupation invoquée par la direction de *Schneider Electric* pour transférer le personnel de Merpins vers l'Isle d'Espagnac (à savoir rentabiliser le site de l'Isle d'Espagnac en occupant tous ses mètres carrés, aujourd'hui partiellement vides) pourrait être honorée en relocalisant toute ou partie de la production, aujourd'hui effectuée au Brésil, en Charente plutôt qu'en Indonésie. Cette perspective aurait deux avantages : **conserver la production sur le site de Merpins, rentabiliser les surfaces aujourd'hui délaissées du site de l'Isle d'Espagnac et relocaliser en France une production dont la clientèle est principalement européenne sans mettre en péril les finances de l'entreprise**. C'est en tout cas la question que je poserai, après vous, à la direction de l'entreprise.

A travers les 206 salariés de Merpins concernés, et pour lesquels s'organisent dans un esprit combatif et constructif toutes les organisations syndicales (des discussions sont en cours avec la direction de l'entreprise), c'est toute la vitalité de notre territoire qui est aujourd'hui en jeu. La Charente a de nombreux atouts ; chaque jour, nous les faisons valoir, pour leur donner une chance de prospérer. Le combat des salariés de cette entreprise incarne sans doute parfaitement les préoccupations qui sont les nôtres, en tant que citoyens charentais et en tant que socialistes.

En effet, vous le savez, notre pays connaît un mouvement de désindustrialisation et de suppressions d'emploi sans précédent : au cours de la dernière décennie, plus de 500.000 emplois ont été perdus dans l'industrie française qui ne fournit plus de travail qu'à 13% de la population active, contre 16% en 2000. L'ennemi de l'industrie, c'est bien le court-termisme et la recherche de rendements élevés, sans lien avec les richesses produites par le travail et l'économie réelle. Résultat : l'industrie ne représente plus que 16% du PIB en France contre



30% en Allemagne. Certes, il existe parfois des raisons objectives aux pertes d'emplois, liées dans certains cas à des mutations économiques ; mais, souvent, celles-ci n'ont pas été anticipées par une stratégie de requalification industrielle, de reconversion professionnelle des salariés ni de compensation par la création de nouvelles activités que les entreprises, leurs créanciers et parfois les pouvoirs publics auraient du prévoir. La Charente n'est pas à l'abri de ces catastrophes sociales. C'est ainsi par exemple, au même titre que ce qui avait prévalu en Charente limousine sur l'axe Angoulême-Limoges - à Roumazières-Loubert en particulier - que 954 emplois industriels ont disparu en quinze ans, rien que sur La Couronne, soit, pour reprendre les propos de son maire Jean-François Dauré « *une baisse de 58% des emplois industriels contre une baisse de 18% des emplois salariés* ». Ces pertes d'emploi, inscrites dans les plans à l'œuvre de certaines entreprises, signifient pour beaucoup de salariés ni plus ni moins qu'une confiscation de leur vie. Elles portent en elles des conséquences sociales catastrophiques.

**Je sais que vous en êtes convaincus et que nous partageons tous la certitude que le volontarisme et la raison peuvent combattre la fatalité et la résignation** qui gagnent les esprits, au profit de quelques-uns et au détriment de notre cohésion sociale.

Lors de notre première convention nationale consacrée à un « nouveau modèle de développement », nous prônions **une politique active de réindustrialisation, par la création d'outils bancaires et stratégiques adaptés en vue d'une relocalisation française et européenne de l'emploi industriel**. La situation de *Schneider Electric* est une confirmation de notre analyse économique et, en même temps, un condensé de toutes nos thèses pour une relance de l'activité économique. Elle est une illustration de **la bataille que nous menons pour la social-écologie**. Elle constitue, enfin, pour tous les autres salariés du Département et de la Région un cas emblématique de leur cause globale.

Sans attendre 2012, les socialistes, comme ils l'ont fait dans de nombreux territoires, peuvent agir par leur soutien et par le concours de politiques publiques de gauche afin de **protéger les salariés, de défendre la cohésion des territoires et d'innover par des solutions porteuses d'avenir**.

**Certain de votre engagement, qui a déjà commencé, je reste attentif à vos suggestions.** Tenons-nous informés des différentes initiatives qui pourraient être prises pour soutenir les salariés ou après de la direction de l'entreprise et, si vous en êtes d'accord, réunissons-nous dans les prochains jours afin de faire le point.

Amitiés fraternelles,

Pouria Amirshahi

Premier secrétaire de la fédération de la Charente.

Secrétaire national du parti socialiste.